

## **RNV 2021**

### **Messages Clés**

#### **Tunisie**

Dans la continuité de ses engagements à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Tunisie présente son second Rapport National Volontaire 2021 et réaffirme sa volonté et sa détermination de mettre en œuvre les ODD malgré un contexte de pandémie du COVID 19 très difficile.

La mise en œuvre des ODD en Tunisie s'est amorcée avec l'adoption du premier plan de développement post révolution (2016-2020), et 80 % des cibles ODD étaient en alignement avec ce plan.

La Tunisie a enregistré des progrès sur le plan démocratique, une démocratie jeune née d'un dialogue ouvert et inclusif, et a organisé fin 2019 des élections présidentielles et législatives libres et transparentes.

En Tunisie l'accès à l'électrification et à l'eau potable est quasi généralisé dans tout le pays. L'école est obligatoire et gratuite pour les enfants de 6 à 16 ans. Le taux de scolarisation des enfants de 6 ans a atteint 99.5 % pour 2019-2020.

L'État garantit l'accès aux services de santé aux populations vulnérables, 263 mille familles en 2020 bénéficient du "Programme d'Assistance Médicale Gratuite" et 470 mille familles bénéficient de l'assistance médicale à tarif réduit.

Depuis l'adoption le 13 aout 1956 du Code du statut personnel, les acquis de la femme tunisienne sont considérés comme un acquis sociétal irréversible. Un arsenal juridique et institutionnel est mis en place pour promouvoir l'égalité entre femme et homme et pour éliminer toute forme de violence faite aux femmes. La Tunisie occupe la deuxième place à l'échelle mondiale concernant le pourcentage des femmes diplômées des filières scientifiques de l'enseignement supérieur

Pour assurer la coordination des ODD et le suivi-évaluation, un Comité Technique National a été mis en place composé des points focaux sectoriels gouvernementaux ODD, des représentants des organisations nationales, des élus locaux, des parlementaires, de la société civile, du secteur privé et des universitaires. Ce comité est appuyé par des groupes de travail ODD, créés au sein de chaque ministère. Un portail ODD a été mis en service par le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement en 2021 et sert comme plateforme de discussion et d'échange.

La Tunisie s'est engagée dans l'élaboration de sa vision 2030, la stratégie de développement qui en découle et le plan quinquennal de développement 2021-2025.

Pour garantir la participation et l'adhésion de tous les acteurs, des commissions régionales ont été constituées, placées sous tutelle des conseils régionaux des gouvernorats et des commissions sectorielles aux niveaux des ministères. Ces commissions ont été lancées début août 2020, selon la circulaire du chef du gouvernement.

La Tunisie a été réactive dans l'atténuation des effets de la première vague de la pandémie COVID 19. Elle a eu recours au confinement général, ce qui a permis de maîtriser la pression sur son système sanitaire. Elle a aussi engagé un ensemble d'actions pour garantir la continuité des services sociaux publics de base. Un fonds spécial (18-18) a été créé pour collecter les dons et renforcer le secteur de la santé.

Pour soutenir les populations vulnérables, le gouvernement a pris des mesures compensatoires au profit de 260 mille familles nécessiteuses, 370 mille familles à revenus limités, 140 mille personnes à retraite peu élevée et 301 mille personnes exerçant des métiers à revenu variable. Un plan de 23 mesures a été mis en place pour soutenir les entreprises face au Covid-19 dont la création de deux fonds d'investissement de 500 MDT chacun.

La gestion de la deuxième et troisième vague de la pandémie COVID 19 n'était pas aussi efficace et la situation socioéconomique s'est détériorée; la campagne de vaccination n'a débuté qu'en début Mars 2021.

L'impact de la pandémie COVID 19 a été sévère. L'économie tunisienne a enregistré une baisse de 8,8% en 2020, avec comme effets directs, une baisse des recettes fiscales, une augmentation du déficit budgétaire et de la dette publique, un chômage préoccupant, une hausse de pauvreté et une baisse de l'investissement.

La lutte contre la pauvreté dans ses diverses formes, le chômage et surtout des jeunes diplômés, les inégalités entre hommes et femmes et les disparités régionales sont des défis auxquels la Tunisie devra encore faire face et constituent des priorités dans son plan quinquennal de développement.